



Nouvelles d'Espagne

Economie et finances

N° ECOFIN-17 – du 21 octobre au 18 novembre 2019

- *Parlement fragmenté après les élections du 10 novembre 2019 ; pré-accord entre le PSOE et Podemos.*
- *La COP25 se tiendra pour la première fois à Madrid, sous présidence chilienne, du 2 au 13 décembre.*
- *Les prévisions d'automne de la Commission confirment une croissance supérieure à la moyenne de la zone euro mais en ralentissement.*
- *3^{ème} mois consécutif de hausse du nombre de chômeurs en octobre 2019, malgré les créations d'emploi.*

Indicateurs macro		
Croissance PIB (t/t)	+0,4 %	T3 2019
Croissance PIB (g.a)	+2,0 %	
Indice de Production Industrielle (g.a)	0,8 %	09/19
Dette publique (% du PIB)	98,9 %	T2 2019
Déficit public (% du PIB)	-2,1 %	T2 2019
Exportations (g.a cvs)	-3,6 %	08/19
Importations (g.a cvs)	+1,4 %	08/19
Capacité/besoin financement (% PIB)	+2,2 %	T2 2019
Inflation (IPCH, g.a.)	+0,2 %	10/19
Inflation sous-jacente (g.a)	+1,0 %	10/19
Emploi		
Taux de chômage (données cvs)	13,9 %	T3 2019
Création d'emplois trimestrielle (cvs)	+69 400	T3 2019

Marchés financiers			
	18/11/2019	18/10/2019	
IBEX 35	9 258	9 329,8	
Obligation à 10 ans (%)	0,41	0,24	
Prime de risque (pp)	0,75	0,63	
Prévisions macroéconomiques			
	Croissance PIB (g.a.)		Déficit public 2019
	2019	2020	
Gouvernement (10/19)	2,1 %	1,8 %	-2,0 %
Banque d'Espagne (09/19)	2,0 %	1,7 %	-2,4 %
Commission (11/19)	1,9%	1,5 %	-2,3 %*
OCDE (05/19)	2,2 %	1,9 %	-2,0 %
FMI (10/19)	2,2 %	1,9 %	-2,2 %
BBVA (10/19)	1,9 %	1,6 %	-2,3 %

Sources : INE, Banque d'Espagne, Ministère des Finances, douanes espagnoles, Expansión, DG Trésor

* Correspond aux prévisions économiques d'automne (novembre 2019)

Actualité Economique

À l'issue des élections législatives du 10 novembre 2019, le Parti socialiste (PSOE, passage de 123 à 120 sièges par rapport à avril) et le parti de gauche radicale Podemos (de 42 à 35 sièges) ont perdu du poids et aucun bloc ne se dégage pour permettre une majorité absolue et stable de gouvernement (cf. Annexe 1). Alors qu'ils n'étaient pas parvenus à trouver un accord de gouvernement après les élections d'avril, le PSOE et Podemos ont dévoilé dès le 12 novembre un pré-accord de coalition, les deux partis n'atteignent cependant pas la majorité absolue (155 sièges pour une majorité absolue à 176).

La COP25 se tiendra à Madrid du 2 au 13 décembre. Le gouvernement chilien a été contraint d'annuler la tenue de l'événement sur son sol étant donnée l'ampleur des manifestations à Santiago. Le sommet, qui rassemble 196 pays et de nombreuses organisations, a pour objectif de préciser la mise en œuvre de l'accord de Paris.

MACROECONOMIE

Une **étude** de BBVA fait apparaître les différences régionales face au ralentissement économique espagnol.

Les communautés de Madrid, Castille-La-Manche et Navarre continueront de tirer la croissance du pays : elles verront leurs taux de croissance certes baisser en 2020 (avec -0,3pp en moyenne) mais rester entre 1,8% et 2,2%. Les autres régions afficheront des taux de croissance très proches de la moyenne nationale que BBVA estime à 1,6%, et la croissance la plus faible devrait concerner les îles Canaries et Baléares (respectivement +1,1% et +1,2%). La moindre vigueur de la consommation intérieure et la décélération de la demande extérieure, surtout dans le contexte du Brexit et des tensions commerciales, contribuent à expliquer la décélération globale. De plus, les destinations touristiques (Baléares et Canaries en particulier) présentent un risque de baisse de fréquentation majeur consécutif au Brexit. Sont citées également l'instabilité politique interne et la situation en Catalogne.



La Commission européenne prévoit pour l'Espagne des taux de croissance supérieurs à la moyenne de la zone euro, avec une tendance au ralentissement. Si l'Espagne continuerait selon les prévisions d'automne de la Commission à tirer la croissance de la zone euro (différentiel de +0,8 p.p. pour 2019 à 1,9% ; +0,3 p.p. pour 2020 à 1,5% ; +0,2 p.p. pour 2021 à 1,4%), notamment grâce à la contribution positive des exportations, son différentiel est amené à se réduire en 2020 et 2021. La demande intérieure serait moins dynamique, en raison d'une moindre consommation. Par ailleurs, l'année 2019 est marquée par une baisse conséquente des investissements dont la croissance est bien inférieure à la moyenne de la zone euro (Espagne : +2,5% en 2019 vs. +5,3% en 2018 ; zone euro : +4,3% en 2019).

Les ventes du commerce de détail sont à la hausse en septembre et accumulent 12 mois positifs. Selon l'INE, les ventes du commerce de détail ont augmenté de 3,4 % g.a cvs en septembre 2019, soit +0,3 p.p. par rapport au mois d'août. Les communautés autonomes qui enregistrent les hausses les plus importantes sont Madrid (+7,6 %), la Galice (+4,7 %), et Îles Baléares (+4 %), alors que les ventes ont diminué notamment en Castille-et-Léon, en Estrémadure (-0,9 %) et aux Canaries (-0,3 %). À noter que l'emploi dans ce secteur a également augmenté de 0,9 % g.a en septembre.

FINANCES PUBLIQUES

Selon les prévisions d'automne de la Commission, le déficit budgétaire continuerait de diminuer sur l'horizon de prévisions (2019-2021), mais plus modestement. Après une baisse de -0,5 p.p. entre 2017 et 2018 pour atteindre un déficit budgétaire de 2,5% du PIB, la réduction ralentirait en 2019 (-0,2 p.p. → 2,3% PIB), 2020 (-0,1 p.p. → 2,2% PIB) et 2021 (-0,1 p.p. → 2,1% PIB). Les niveaux affichés par l'Espagne sont au-dessus de la moyenne de la zone euro (2019 : 0,8% PIB ; 2020 : 0,9% PIB ; 2021 : 1,0% PIB).

La dette publique augmente de 7 Md € pour atteindre 1 207 Md € en fin septembre 2019. Selon les données publiées par la Banque d'Espagne, depuis septembre 2018, la dette publique a augmenté de 29,3 Md €, soit +2,5 % g.a. La dette accumulée par l'échelon central en septembre était de 1 064 Md € (+9,2 Md € par rapport au mois d'août), celle des communautés autonomes de 297,2 Md € (-1,2 Md €), celle des collectivités locales de 25,3 Md € (-311 M €) et celle de la Sécurité Sociale de 52,4 Md € (+1,2 Md €).

MARCHE DU TRAVAIL

Octobre 2019 : 3^{ème} mois consécutif de hausse du nombre de chômeurs, malgré les créations d'emploi. Le Ministère du Travail a rendu publiques les données sur le marché du travail pour le mois d'octobre. Il s'agit de la plus forte hausse du chômage entre un mois de septembre et un mois d'octobre depuis 2012 (+3,1% non cvs). Les secteurs les plus touchés sont l'agriculture (+12,1% non cvs) et les

services (+3,3% non cvs), et ce, dans toutes les régions en particulier en Andalousie (+24 000 chômeurs supplémentaires) et en Catalogne (+15 000). En glissement annuel, les niveaux de réduction du chômage sont les plus faibles depuis 2013 (-2,4% vs. -7% début 2019, par exemple). Si la réduction du chômage ralentit, il faut néanmoins souligner que le nombre de chômeurs pour un mois d'octobre est à son niveau le plus bas depuis 2008 (3,2 M de chômeurs). Le secteur de l'éducation est l'un des moteurs de l'emploi, qui permet au solde de rester positif (+150 000 embauches liées à la rentrée scolaire) - et dans une moindre mesure l'administration publique (+17 000), les activités artistiques (+16 000) et la construction (+13 000).

En moyenne, les retraités recevraient, avec leurs pensions, 28 % de plus de ce qu'ils auraient cotisé à la Sécurité Sociale. L'étude réalisée par l'Institut des Actuaire Espagnols souligne la non-viabilité financière du système des retraites ; le déficit de la Sécurité Sociale (18,3 Md € en 2018) continue de progresser. Selon les résultats de l'étude, le niveau de cotisation en 2050 ne couvrira que 1/3 du volume prévu de pensions s'il n'y a pas de réforme immédiate du système. A titre de comparaison, la pension d'un retraité en Espagne correspondrait en moyenne à 78,2 % de son dernier salaire, contre 40% environ en Allemagne.

Les prévisions d'automne de la Commission européenne confirment une diminution du chômage à un rythme moins soutenu dans les deux prochaines années. Il devrait confirmer sa tendance baissière moins prononcée (-1,4 p.p. entre 2018 et 2019 ; -0,6 p.p. entre 2019 et 2020 ; -0,5 p.p. entre 2020 et 2021) mais resterait quasiment stable. Il passerait en-dessous de la barre des 13% en 2021 ; il resterait néanmoins bien supérieur à la moyenne de la zone euro (2019 : +6,3 p.p. ; 2020 : +5,9 p.p. ; 2021 : +5,5 p.p.).

Actualité Financière

SECTEUR BANCAIRE

Francisco Gonzalez, l'ex-directeur de BBVA (deuxième banque du pays), l'ex-conseiller principal et l'actuel directeur sont cités à comparaître le 19 novembre pour corruption et délit d'initiés. Entre 2004 et 2005, des contrats de plus d'un demi-million d'euros avaient été conclus entre de hauts responsables de la banque et un groupe spécialisé en surveillance. Ils avaient pour objet la surveillance de plus de 4 000 téléphones et le suivi de journalistes, hommes d'affaires et hommes politiques, dont un ministre de l'Industrie de l'époque (Miguel Sebastian 2008-2011).

Les demandes de liquidités formulées à la Banque centrale européenne (BCE) atteignent leur plus bas niveau depuis juin 2016. Elles s'élèvent à 134 milliards d'euros soit 11,381 millions de moins qu'en septembre. Le 1er novembre, la BCE a lancé une nouvelle série de mesures



destinées à soutenir l'économie face au ralentissement, notamment par la réactivation du programme d'achat de dettes privées à hauteur de 20 milliards d'euros par mois. Telefonica a été la première entité espagnole à bénéficier de ce programme.

MARCHES FINANCIERS

La plateforme de financement non-bancaire Gedesco a annoncé la création d'un fonds d'investissement à destination des PME. Ce fonds de 150 millions d'euros a été instauré en vue de financer, à long terme, des entreprises qui souhaitent investir en recherche et développement. Cette initiative s'inscrit dans le programme InnovFin du Fonds européen d'investissements.

Santander, BNP Paribas et le Crédit Agricole annoncent un partenariat pour le financement et l'assurance du géant automobile qui naîtrait de la fusion du groupe français PSA et de l'italien Fiat Chrysler Automobiles

(FCA). L'entité Santander - Santander Consumer Finance est déjà actionnaire du groupe PSA Peugeot Citroën, avec lequel un accord a été signé en 2014 pour développer le financement et les mécanismes assurantiels de véhicules dans plusieurs pays européens.

SECTEUR IMMOBILIER

Le prix des logements anciens en hausse de +4,5 % g.a en novembre 2019. Selon les données d'Idealista, le plus grand portail immobilier en Espagne, le prix des logements anciens a atteint en octobre 1741 € / m². Les communautés autonomes ayant enregistré les hausses les plus importantes ont été les Baléares (+9,4 %) la Catalogne (+6,5 %), l'Andalousie (+6,3 %), les Canaries (+6 %) et Madrid. D'autre part, les prix moyens des logements anciens en Cantabrie, Castille-et-Léon (-1,3 %), Asturies (-0,9 %), Galice (-0,7 %), Estrémadure (-0,3 %) et Castille-la-Manche (-0,1 %) ont diminué.

Responsable de la publication : Shanti Bobin

Ambassade de France en Espagne
Service Économique Régional
C/ Marqués de la Ensenada, 10
28004 Madrid



Rédigé par :

Anna Bejaoui, Jean-Baptiste Berling, Alvaro Carranza

Abonnement/désabonnement : espagne@dqtresor.gouv.fr

Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/pays/espagne

Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica 

Copyright :

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :

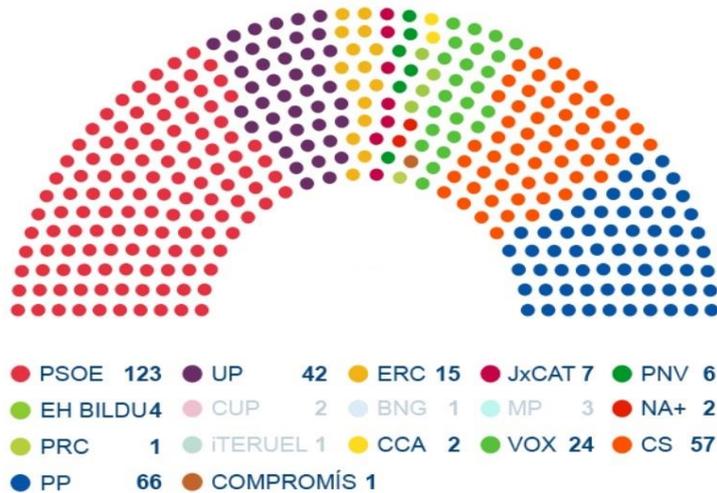
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées.

Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

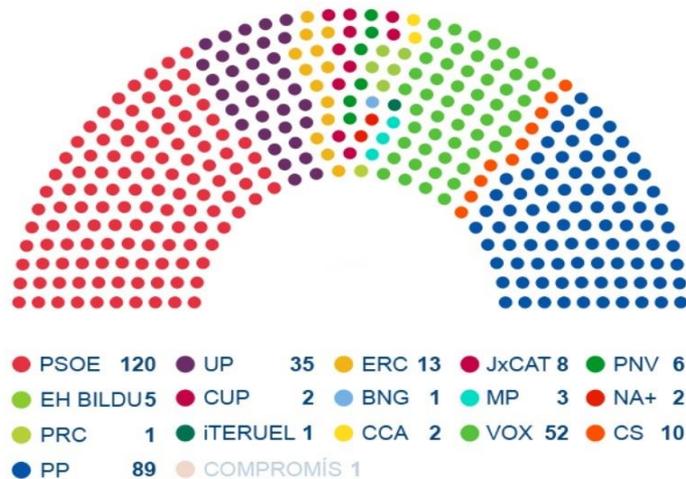


Annexe 1 – Résultats des élections du 28/04/2019 et du 10/11/2019

Résultat des élections du 28 avril 2019 (13 partis ; 350 sièges)



Résultats des élections du 10 novembre 2019 (16 partis ; 350 sièges)



Source : *elmundo.es*

Explication des sigles des partis (traduction non officielle)

<p>PSOE : Parti socialiste espagnol UP : Unidas Podemos, gauche radicale ERC : Esquerra Republicana, gauche indépendantiste catalane PNV : nationalistes basques modérés EH BILDU : nationalistes basques radicaux CUP : extrême gauche indépendantiste catalane BNG : partie régionaliste de Galice MP : Mas País, scission récente de Unidas Podemos ITERUEL : parti récent pour la défense du territoire « Teruel » du sud de la Navarre, territoire emblématique de la problématique « Espagne vide - <i>España vaciada</i> »</p>	<p>PP : Partido popular (droite, conservateurs) Vox : extrême-droite CS : Ciudadanos, centre-droit (forte chute entre avril et novembre et démission de son leader Albert Rivera après les élections du 10/11/2019) JxCAT : indépendantistes catalans de droite NA+ : Navarra suma, droite locale Navarre CCA : parti régionaliste canarien COMPROMÍS : parti régionaliste de la communauté autonome de Valence</p>
--	--